



**Ville de Vernon**  
EN NORMANDIE

**Direction de l'aménagement Urbain**

**Voirie et réseaux**

Place Barette - BP 903 - 27207 Vernon cedex

**Tél : 0800027200**

**Dossier suivi par** : Garnier Laurent

**Email** : lgarnier@vernon27.fr

**Arrêté n° 0865/2020**

**Restriction de circulation (Tx) - ruelle du Bureau - du 21 au 23 décembre 2020**

Le Maire de la Commune de VERNON,

**Vu** l'article L2213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les articles R 417-11§ II 5ème et 10ème et IV et V, R 411-25§III du Code de la Route,

**Vu** le règlement de voirie communale,

**Vu** le procès-verbal d'élection du Maire et des adjoints en date du 23 mai 2020,

**Vu** l'arrêté n°0552/2020 du 18 août 2020 portant délégation de signature à Pauline ROBERT.

**Considérant** la demande de COLAS Bâtiment sise 8, rue Blaise Pascal à Rouen (76100)

tendant à réaliser la pose de stores sur l'école du Centre pour le compte de la Ville de Vernon

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures de sécurité qui s'imposent,

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services Techniques,

ARRETE

Article 1 : Le demandeur est autorisé à occuper le domaine public ruelle du Bureau au droit de l'école du Centre par la pose d'un échafaudage du lundi 21 au mercredi 23 décembre 2020.

Article 2 : la circulation sera interdite à tous véhicules ruelle du Bureau au droit de l'école du Centre par la pose d'un échafaudage du lundi 21 au mercredi 23 décembre 2020.

Article 3 : la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services Techniques, Monsieur le Commandant de Police et tous agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vernon, le 10 décembre 2020



Conformément au code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Rouen peut être saisi par voie de recours formé contre le présent acte pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de sa publication. Dans ce même délai, il peut également faire l'objet d'un recours gracieux adressé à son auteur ; cette démarche prolonge alors le délai de recours contentieux qui peut ensuite être introduit auprès du Tribunal Administratif dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite du recours gracieux).